Quelle voie vers le socialisme ? Une critique anarchiste de la dictature du prolétariat et quelques pistes pour s’organiser

Juillet 2024

« Lorsque Friedrich Engels, sans doute pour parer à la critique anarchiste, disait qu'après la disparition des classes, l'État, à proprement parler, n'a plus de raison d'être et se transforme de gouvernement des hommes en administration des choses, il ne faisait qu'un piètre jeu de mots. Celui qui domine les choses domine les hommes ; qui gouverne la production gouverne les producteurs ; qui mesure la consommation est le maître des consommateurs. »

Errico Malatesta, *Agitazione*, 15 mai 1897

Depuis quelques temps, les mots d'ordre bolchéviques fleurissent en Suisse et ailleurs, dans le sillage du changement de stratégie de l'Étincelle et de la Tendance Marxiste Internationale dans son ensemble. Longtemps décidé·es à faire de l'entrisme dans les partis réformistes et social-libéraux (et, théoriquement, dans les syndicats), les trotskistes de la TMI ont à présent décidé de former leurs propres partis. L'Étincelle se mue donc en Parti Communiste Révolutionnaire, bien décidé à doter la classe ouvrière d'une direction révolutionnaire, à construire le parti communiste, à s'organiser pour fonder un État ouvrier et à imposer enfin le pouvoir du prolétariat plutôt que celui des classes possédantes. Si l'agitation révolutionnaire et les mots d'ordre anticapitalistes ne peuvent que nous réjouir dans un contexte où aucun grand parti ne défend la fin de l'État ni même franchement celle du capitalisme, force est de constater que la stratégie du PCR n'est pas celle des anarchistes. Et comme souvent depuis la fin de la Première Internationale, c'est le rôle de l'État et l'idée d'une dictature du prolétariat qui sont au centre des dissensions.

Construire la dictature du prolétariat ? Quelques éléments critiques

Les anarchistes veulent dépasser l'État – pas seulement l'État actuel, mais à peu près l'ensemble des formes d'organisation sociale et d'appareils pouvant être qualifiés d'État. Pour cela, nous estimons que nous devons passer par une rupture profonde avec l'ordre capitaliste, qui doit transformer radicalement les rapports sociaux, les modalités d'échange de biens et de services, le contrôle de la production, la gestion des terres et des ressources naturelles, le travail, la résolution des conflits… En somme, comme d'autres courants du socialisme, nous voulons une société pleinement démocratique, où tous les individus sont également libres, sans exploitation, sans domination – y compris de genre, ce qui n'était pas gagné d'avance dans les premiers temps du mouvement ouvrier.

Pour y arriver, nous devons résoudre les contradictions entre différentes catégories sociales, notamment les classes au sens économique du terme. Nous pensons que la seule résolution qui vaille (ce n'est pas la seule qui est envisageable) passe par la disparition de ces classes et une réforme profonde de la distribution de la richesse. Or, les classes possédantes ne semblent pas vouloir y consentir de bon cœur. L'affaire semble entendue, et la phraséologie marxiste l'exprime très bien : pour mettre un terme à la dictature de la bourgeoisie, il faut que les travailleuses et travailleurs s'emparent du pouvoir et modèlent la société jusqu'à la disparition des conditions économiques qui permettent à des classes de se reproduire et d'en dominer d'autres. Ne pouvant faire confiance à la bourgeoisie pour co-construire ce monde nouveau, la classe laborieuse doit gérer seule la transition vers un autre modèle de société. Cette phase de transition, c'est la dictature du prolétariat.

Pourtant, depuis que le concept de dictature du prolétariat a été formulé, des anarchistes par ailleurs convaincu·es de la nécessité d'une révolution menée par les travailleurs (et travailleuses, c'est désormais admis) pour renverser les capitalistes et l'appareil étatique à leur service ont refusé avec virulence l'idée d'une dictature du prolétariat. Ce texte propose d'esquisser sommairement quelques problèmes théoriques et pratiques concernant cette fameuse dictature du prolétariat, en passant à la fois par des arguments désormais classiques et d'autres moins répandus (mais pas forcément moins anciens).

Il n'y a pas que deux classes

La propagande du mouvement socialiste, notamment celle pouvant être qualifiée d'anarchiste ou de marxiste, présente l'État essentiellement comme un outil de domination de classe (nous pouvons ajouter : et de genre), qui, en dernière analyse, sert à la bourgeoisie pour exploiter le prolétariat. La situation est en fait bien plus nuancée – et l'est probablement plus aujourd'hui qu'elle ne l'était du vivant de Marx. Tout d'abord, l'opposition prolétariat (au début du mouvement socialiste, essentiellement compris comme un synonyme de la classe ouvrière industrielle) contre bourgeoisie (c'est-à-dire celleux qui possèdent et contrôlent les moyens de production) est une représentation très schématique de la situation économique. Marx lui-même va plus loin : lumpenprolétariat (prolétariat déclassé – à notre avis une catégorie bancale qui mêle considérations économiques et morales), prolétariat, paysannerie, petite-bourgeoisie, bourgeoisie industrielle, aristocratie terrienne, oligarchie financière… D'une part, ces classes sont en conflit les unes avec les autres ; d'autre part, ces classes elles-mêmes ne sont pas homogènes et sont traversées de tensions (de genre, de race, d'ethnicité, de religion, de pays, etc. – des phénomènes d'ailleurs largement étudiés par les marxistes, et par Marx et Engels eux-mêmes), sans compter que le prolétariat largement industriel des débuts du mouvement ouvrier a laissé la place, notamment en Suisse, à une multitude de positions sociales ancrées dans les « services » – autrement dit le secteur tertiaire.

Surtout, les différentes classes et les individus qui les composent font preuve d'agentivité et ne se rangent pas simplement derrière la bourgeoisie ou le prolétariat. Ainsi, nous considérons que lors de la révolution russe, les masses paysannes ne se sont pas tant rangées derrière le prolétariat qu'elles n'ont imposé leur propre agenda suivant leurs propres intérêts – certes pour un temps limité, avant que les bolchéviques ne parviennent à liquider les soviets et reformer l'État. Il ne serait d'ailleurs pas tout à fait infondé (quoiqu'un peu caricatural) de considérer que trois des plus grandes révolutions du XX^{e} siècle, la russe, l'espagnole et la chinoise, étaient avant tout des révolutions paysannes. Mais telle n'était généralement pas l'opinion des social-démocrates et du « mouvement communiste ». Sur la question de la paysannerie, l'anarchiste Nestor Makhno écrivait dans ses *Mémoires et écrits* :

« *On sait que tous les partis socialistes s'accordent à identifier la paysannerie avec la petite-bourgeoisie et, partant de ce principe, aspirent à la prolétariser. Rien de plus erroné et de plus stupide que cette tendance à mettre la paysannerie dans son ensemble au rang de bedniaki* (journalier). *Cependant, tels sont les faits : de nombreux socialistes étatistes souhaitent la prolétarisation des paysans et les bolchéviks ont tenté de la réaliser au cours de la révolution russe, avec leur communisme de caserne.* »

Il n'est évidemment pas impossible d'envisager une « dictature des classes laborieuses », et nombre de marxistes, à commencer par les bolchéviques, ont appelé à l'union des ouvriers et des paysans. Toutefois, alors qu'au sein du courant anarchiste on a souvent mis l'accent sur l'opportunité que le socialisme représente pour les masses paysannes, nombre de courants marxistes ont adopté une vision historique où tout ou presque passe par l'antagonisme entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Dans cette optique, un ralliement des masses paysannes au socialisme est forcément envisagé comme un ralliement au prolétariat. Ce ralliement était d'ailleurs un point de controverse entre les partisans de Lénine et plusieurs courants que ce dernier qualifiait de gauchistes. Dans la même logique, la petite-bourgeoisie semble condamnée à choisir entre le prolétariat et la bourgeoisie. Quant à nous, nous ne fondons pas notre stratégie sur une vision téléologique réduite à deux classes qui s'affrontent.

Le prolétariat n'est pas homogène

Le prolétaire, schématiquement, est l'individu qui ne possède pas de moyens de production et vend sa force de travail. Cette définition n'inclut pas l'ensemble de ce qu'on peut appeler les classes laborieuses (petit·es paysan·es, artisan·es, petit·es indépendant·es dans les services…) mais reste extrêmement large. Elle inclut ainsi les ouvriers·ères d'usine, les ouvriers·ères agricoles, les universitaires, les vendeureuses en magasin, les chauffeureuses Uber, les agent·es de nettoyage, les footballers payés des millions par les grands clubs, les maçon·nes, les enseignant·es et même les flics. De plus, ce prolétariat est traversé de nombreuses contradictions et de nombreuses différences : genre, ethnicité, capital social ou symbolique, religion, nationalité, âge, handicap et d'autres encore.

Cette hétérogénéité a poussé à affiner l'analyse, à parler de classes d'encadrement pour qualifier les policiers·ères ou certain·es cadres supérieur·es, à parler d'aristocratie ouvrière, à prendre en compte la question impérialiste et la question coloniale, à lutter spécifiquement pour les droits des femmes et des minorités de genre… S'il est crucial d'identifier et considérer politiquement la contradiction manifeste entre prolétariat et bourgeoisie, ce serait une erreur terrible de s'en tenir à cela. Pourtant, dans le cadre d'une dictature du « prolétariat » qui passerait par une « domination politique », c'est-à-dire par la voie étatique, il faut bien définir qui constitue le prolétariat et qui ne le constitue pas – et donc serait contre lui. Et la tâche n'est ni aisée, ni vraiment pertinente.

La dictature du prolétariat, ou celle du parti ?

L'opposition des anarchistes tient avant tout à la *forme* de cette dictature et de la voie empruntée pour la construire, c'est-à-dire une action strictement « politique » qui vise à, selon les courants, prendre le contrôle de l'État bourgeois ou l'abolir pour le remplacer par un État prolétarien – mais toujours en gardant une large part de l'appareil étatique, c'est-à-dire des fonctionnaires et assimilé·es et des structures bureaucratiques.

Alors que l'Association Internationale des Travailleurs a permis l'unification du mouvement ouvrier et socialiste, elle a aussi été le point de départ de la division entre socialistes étatistes d'une part, anarchistes d'autre part. La scission de l'AIT en 1872 avait vu les groupes fédéralistes, pourtant de loin pas tous anarchisants, se ranger derrière la résolution suivante :

« *Le Congrès réuni à Saint-Imier déclare :*

1° Que la destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat ;

2° Que toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire et révolutionnaire pour amener cette destruction ne peut être qu'une tromperie de plus et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que tous les gouvernements existant aujourd'hui ;

3° Que, repoussant tout compromis pour arriver à l'accomplissement de la Révolution sociale, les prolétaires de tous les pays doivent établir, en dehors de toute politique bourgeoise, la solidarité de l'action révolutionnaire. »

La fin de l'AIT laissa la place, d'une part, à un mouvement social-démocrate organisé, réunissant les tendances acceptant la primauté de l'action politique (c'est-à-dire du parlementarisme) et ayant expulsé les anarchistes ; de l'autre un parti anarchiste qui ne connut jamais l'unité organique, et des organisations syndicales comme la CGT française qui refusaient d'être subordonnées aux partis politiques. Unie organiquement (jusque vers 1918), la social-démocratie ne l'a jamais été idéologiquement. Alors qu'il semblait que les marxistes dominaient largement la nouvelle Internationale, la crise du révisionnisme causée par les thèses de Bernstein de 1896 a montré (au moins rétrospectivement[1]) que la *praxis* parlementaire et réformiste était en fait ultra-dominante. De plus, certaines idées centrales telles que l'abolition de l'État et de la propriété privée ne faisaient en fait pas l'unanimité. C'est le cas par exemple dans la social-démocratie suisse, qui n'a jamais, en tant que parti, dépassé les idées que les internationalistes de la Fédération jurassienne qualifiaient dans les années 1870 de républicanisme avancé. Nous ne nous attarderons pas sur les multiples nuances de la social-démocratie, car toutes mettent en avant la volonté de conquérir le pouvoir politique – c'est-à-dire l'appareil d'État, que ce soit pour en faire un instrument au service du peuple (comme le Parti socialiste suisse, Ferdinand Lassalle, Jean Jaurès[2], Paul

1 On pourra se référer à Emmanuel Jousse, « Du révisionnisme d'Eduard Bernstein au réformisme d'Albert Thomas (1896-1914) », *Les Cahiers Irice* (2008) pour une description de la trajectoire du réformisme.

2 Voir par exemple Bruno Antonini, « L'État jaurésien : État de classe ou État des classes ? », *Humanisme* 328 (2020).

Brousse après son rejet de l'anarchisme[3]), le faire dépérir lentement au moyen de réformes parlementaires (c'est le réformisme – souvent rarement distinguable de la précédente catégorie, avec par exemple Louis Blanc, peut-être Jaurès) ou pour le détruire afin de laisser la place à un État ouvrier appelé lui aussi à dépérir (Marx, Engels, Lénine, Trotski, Mao, Luxembourg, peut-être Guesde). Les anarchistes refusent de tenter la révolution au travers d'un pouvoir politique centralisé. Nous ne développerons pas ici notre opposition ferme à l'État, pour nous concentrer plus particulièrement sur notre critique de la dictature du prolétariat.

Nous avons vu que ce dernier n'est pas homogène. Pourtant, une dictature du prolétariat qui passe par un État centralisé, comme en URSS et dans tous les pays du dit « socialisme réellement existant » ne peut pas mettre « le prolétariat » au pouvoir mais doit trouver une médiation entre le prolétariat et l'État. Cette médiation doit obligatoirement concentrer un grand nombre de pouvoirs et n'est pas une représentation fidèle du prolétariat, mais son émanation (au mieux), comme le parlement républicain français est l'émanation de la Nation (mais pas son reflet). Face à ce constat, les anarchistes, déjà du vivant de Marx, ont rejeté l'idée de dictature du prolétariat, arguant que ce ne serait pas la dictature du prolétariat mais celle d'un parti (au sens étroit du terme).

Cette logique a été particulièrement importante en URSS. Imprégné·es d'une vision « évolutionniste » qui tenait la révolution socialiste pour impossible sans développement complet (quoi que ça puisse signifier) du capitalisme, les bolchéviques comptaient sur la révolution allemande. Celle-ci a échoué (notamment à cause de l'alliance de l'aile droite de la social-démocratie et des conservateurs). La jeune Russie « soviétique » puis l'URSS se sont retrouvées isolées, et le nouveau Parti communiste s'est engagé, du vivant de Lénine, dans une logique de cohabitation entre capitalisme et socialisme. Dans cette situation, une double médiation s'est installée : les intérêts du prolétariat mondial étaient censés être représentés par le prolétariat d'URSS, dont les intérêts étaient censés être défendus par l'appareil d'État et le parti. Ainsi, les tentatives révolutionnaires à l'Ouest ont été systématiquement découragées, au nom de la défense de l'URSS, censée coïncider avec la défense de l'ensemble des prolétaires.

Cette logique, terriblement contre-révolutionnaire, a par exemple été mise en lumière par Herbert Marcuse en 1963 dans *Le marxisme soviétique*, ouvrage extrêmement critique de la construction étatique en URSS et des errances de Staline, tout en restant ancré dans des cadres d'analyses marxistes – ce qui rend la démonstration peut-être plus convaincante encore. Marcuse fait en outre remarquer que le fait que la propriété avait été transférée au peuple dans son ensemble selon la constitution, et le fait que les bureaucrates chargé·es d'administrer les moyens de production ne les possédaient pas et ne s'enrichissaient pas (ou plutôt : pas énormément, Staline ayant toute de même conféré toutes sortes d'avantages aux fonctionnaires) par ce biais, ne signifiaient pas grand-chose du point de vue ouvrier. En

3 Voir par exemple Geneviève Prosche, « La "dérive" réformiste du socialisme municipal ou "possibiliste" », *Revue historique* 285 (1991).

effet, cette forme de gouvernement ne permettait pas le contrôle des moyens de production ni le contrôle de la production par les ouvriers·ères.

Une approche marxiste évitant ces écueils est envisagée par certain·es. Lénine lui-même reprend dans *L'État et la Révolution* une lettre d'Engels à Bebel où l'on peut lire :

« *L'État populaire libre est devenu un État libre. D'après le sens grammatical de ces termes, un État libre est un État qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un État à gouvernement despotique. Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'État, surtout après la Commune, qui n'était plus un État, au sens propre. Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête l'État populaire, bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon, et puis le* Manifeste communiste*, disent explicitement qu'avec l'instauration du régime social socialiste l'État se dissout de lui-même* (sich auflöst) *et disparaît. L'État n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un État populaire libre : tant que le prolétariat a encore besoin de l'État, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'État cesse d'exister comme tel. Aussi proposerions-nous de mettre partout à la place du mot État le mot "communauté"* (Gemeinwesen)*, excellent vieux mot allemand, répondant au mot français "commune"* ».

Beaucoup, notamment dans les sphères conseillistes et autres courants à la gauche du bolchévisme, considèrent que Lénine s'est largement éloigné des thèses de Marx et Engels[4]. Mais même théoriquement, leur approche, de même que les approches issues de l'autonomie italienne (notamment les courants post-léninistes formalisés autour des textes de Tronti, ou de Negri – par exemple *Domination et Sabotage*) ne permettent pas de faire face de manière satisfaisante au défi que pose l'État, surtout l'État moderne, hégémonique au niveau mondial[5].

Car l'État ne dépérira pas de lui-même, et pas sous l'effet de forces internes pacifiques. Il faut lutter en-dehors de lui, ce que la dictature du prolétariat ne permet pas.

Pour Engels, et surtout Lénine après lui, les choses étaient claires : il fallait abattre l'État bourgeois (ou semi-féodal). Suite à cela suivrait une phase de transition, la dictature du

4 On pourra encore faire remarquer que dans ses *Thèses d'avril* 1917, Lénine refusait le retour à la république parlementaire, et qu'à la fin de sa vie il a critiqué le chemin pris par la révolution – ce qui ne l'a pas empêché d'être un des principaux artisans du rétablissement de l'État et de l'élaboration de ce que les anarchistes ont pu appeler le « communisme de caserne ». On notera aussi que dans les mêmes *Thèses d'avril*, Lénine appelait encore à la convocation d'une assemblée constituante : même en période révolutionnaire, la rupture avec les logiques d'État n'a jamais été nette.

5 Notons que pour une partie de la social-démocratie française, notamment Jaurès, la République démocratique (c'est-à-dire l'État parlementaire) « est la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a montré, déjà, la grande Révolution française », et le capitalisme est censé dépérir au travers de cet État. C'est donc une logique passablement différente de celle défendue par Marx et Engels.

prolétariat, organisée sous la forme d'un État prolétarien (ou État ouvrier) qui concentrerait les pouvoirs politique et économique au bénéfice du prolétariat. Un État totalement nouveau (Engels insistait certes sur le fait que cet État prolétarien n'était pas l'État libre des lassalliens ou du programme de Gotha)… mais qui reprendrait quand même en bonne partie l'administration précédente. Mais le problème est plus profond, et on le retrouve tant chez Marx et Engels, chez Lénine (*L'État et la Révolution* se base largement sur ces idées), chez les trotskistes que chez les gauchistes.

Comment est-ce que ce dépérissement purement interne est censé arriver ? Pour Engels (dans *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*), « *La société, qui réorganisera la production sur la base d'une association libre et égalitaire des producteurs, reléguera toute la machine de l'État là où sera dorénavant sa place au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze* ». Dans l'*Anti-Dühring*, il écrivait : « *L'intervention du pouvoir d'État dans les relations sociales devient superflue dans un domaine après l'autre, et s'assoupit ensuite d'elle-même. Au gouvernement des personnes se substituent l'administration des choses et la direction du processus de production. L'État n'est pas "aboli" ; il dépérit* (Der Staat wird nicht „abgeschafft", er stirbt ab) »[6]. Marx, s'il a écrit des textes qui paraissent bien éloignés du « socialisme réellement appliqué », y compris sa fameuse *Critique du Programme de Gotha*, défendait face à l'anarchiste Bakounine le principe des élections et le traitait d'âne lorsqu'il estimait que la dictature du prolétariat défendue par Marx ne serait finalement pas moins une illusion que la république démocratique bourgeoise. Le philosophe allemand considérait, comme Engels, que les fonctions électives cesseraient d'être politiques, et donc que la fonction gouvernementale disparaîtrait, laissant la place à des fonctions générales devenues des métiers comme les autres et découplées de tout pouvoir spécial.

La phrase qu'il faut retenir ici et qui résume la vision somme toute assez technocratique de bon nombre de marxistes et de Marx et Engels eux-mêmes, est *au gouvernement des personnes se substituent l'administration des choses et la direction du processus de production*.

Mais ça n'arrivera pas. Il est illusoire de croire qu'un État qui concentre tous les pouvoirs pourrait s'écrouler parce qu'il serait passé du gouvernement des hommes à l'administration des choses – il est d'ailleurs douteux qu'on puisse séparer les deux. L'État a tendance à se reproduire, et, comme l'a montré Max Weber, la bureaucratie et l'administration exercent une influence considérable sur la société, par-delà les changements de régimes politiques. Et même si l'État cesse parfois d'exister (comme le montre par exemple James C. Scott dans *L'Art de ne pas être gouverné*), même si les formes sociales sont multiples et rejettent ou du moins ont fréquemment rejeté les logiques à la base des États modernes (comme le montrent David Wengrow et David Graeber dans *Au*

6 Dans le *Manifeste du parti communiste*, Marx et Engels écrivaient déjà que l'État se dissout de lui-même (*sich auflöst*).

commencement était…), cela se fait toujours parce que des gens, dans ou hors de l'État concerné, se dressent face à lui. L'administration des choses ne peut être séparée (et encore, que très partiellement) de la question politique (au sens strict) que s'il existe d'autres formes d'organisation qui permettent aux gens de s'organiser sans retomber dans les logiques étatiques. Mais la voie préconisée par Marx et Engels puis par Lénine (dont l'interprétation n'est évidemment pas la seule possible) empêche les contre-pouvoirs d'exister. Et pourquoi existeraient-ils, puisque que le prolétariat est censé être au pouvoir ?

Une dictature du prolétariat qui évite le centralisme et le « communisme » d'État ?

On a vu que la conception d'Engels, sur laquelle se base Lénine, pourrait porter des germes plus démocratiques et moins centralisateurs que ce que les bolchéviques en ont fait. *L'État et la Révolution* contient encore des idées bien éloignées de ce que sera le communisme de guerre.

Il est vrai aussi que certaines figures marxistes se sont éloignées du modèle bolchévique, par exemple ce qu'il est parfois convenu d'appeler la gauche germano-hollandaise ou le conseillisme. Nombreux·ses sont d'ailleurs les conseillistes (proportionnellement, du moins, cette forme de gauchisme étant peu prisée de nos jours) à considérer que les bolchéviques ont trahi l'idéal révolutionnaire et n'auraient pas dû transférer le pouvoir des conseils ouvriers à un État largement bureaucratique. En 1918, en pleine tentative révolutionnaire allemande, Anton Pannekoek expliquait dans « Bolchévisme et démocratie »[7] :

« *Une fois qu'il est établi que les masses laborieuses veulent utiliser leur pouvoir politique pour construire le socialisme, elles doivent exclure la bourgeoisie de toute coopération* […] *On pourrait alors se demander comment on peut pratiquement exclure certaines personnes du droit de vote en raison de leur appartenance à la bourgeoisie* [...]. *Mais on oublie ce faisant que le gouvernement des masses prolétariennes pour la réorganisation de la société ne prendra pas du tout la forme d'un gouvernement parlementaire. Cela était déjà clair lors de la Commune de Paris. Cet organisme fut bientôt divisé en un certain nombre de comités de travail qui géraient les différents domaines administratifs : transports, approvisionnement en main-d'œuvre, approvisionnement en nourriture, organisation militaire, éducation, etc. Et si la Commune avait existé plus longtemps, elle aurait certainement renoncé aux diversions de l'élection d'un corps parlementaire général et laissé les comités administratifs centraux émerger des organisations ouvrières. À partir de la forme traditionnelle du parlement, les nouveaux organes d'un gouvernement prolétarien se sont naturellement formés en miniature.* »

7 Une traduction en anglais sous le titre « Bolshevism and Democracy » est disponible sur councilist.org.

D’autres ont approfondi ce type de position plus tard, par exemple les Groepen van Internationale Communisten d’Amsterdam en 1932 dans « Marxisme en staatscommunisme ; Het afsterven van de staat »[8], qui est une critique acerbe de Lénine et de l’URSS et où l’on peut lire, avant Marcuse, que « *Quand l’industrie est aux mains de l’État, elle se comporte exactement comme la production capitaliste privée basée sur l’exploitation du travail.* »

Mais les positions défendues par la TMI et L’Étincelle/PCR ainsi que par d’autres courants marxistes en Suisse et ailleurs sont fortement éloignées de ce type de conception (les positions ultra-gauche ne nous convainquent d’ailleurs pas, de toute manière) et reviennent à une conception léniniste très claire : il faut doter le prolétariat d’une direction révolutionnaire, prendre le pouvoir d’État, et que cet État soit monopoliste et centralisé à l’échelle des États-nations. Nous rejetons fermement cette position, et nous appelons à nous organiser dans une optique qui non seulement ne vise pas à s’emparer du pouvoir étatique, mais plus encore *empêche* la constitution d’un pouvoir de type étatique et le développement de toute domination.

Lutter sans prendre le pouvoir : quelques pistes pour s’organiser

La notion de double-pouvoir a été largement développée au sein de la social-démocratie révolutionnaire. Lénine écrivait en 1917 : « *En quoi consiste la dualité du pouvoir ? En ceci qu'à côté du Gouvernement provisoire, du gouvernement de la bourgeoisie, s'est formé un autre gouvernement, faible encore, embryonnaire, mais qui n'en a pas moins une existence réelle, incontestable, et qui grandit : ce sont les Soviets des députés ouvriers et soldats.* » L’erreur commise, qui a été répétée par les léninistes par la suite, a été de faire du contre-pouvoir ouvrier la base d’un État centralisateur plutôt qu’un tremplin pour construire des alternatives et contenir le pouvoir d’État tant qu’il n’a pas disparu.

Construire l’horizontalité

De nombreux mouvements, pas forcément anarchistes ni même révolutionnaires, s’organisent aujourd’hui selon des principes d’horizontalité et, souvent, anti-capitalistes, mais aussi queerféministes, anti-validistes et anti-racistes. C’est (ou ç’a été récemment) le cas par exemple à la Grève féministe, à la Grève du Climat, dans les ZAD, au Quartier libre de Clendy-Dessous, lors de la contre-expertise démocratique du Moulin d’Amour et de

8 Une traduction en anglais sous le titre « Marxism and State Communism : the Withering Away of the State » est disponible sur libcom.org.

l’occupation du Bois de Ballens, lors des occupations pro-palestiniennes d’universités et même, de plus en plus, dans certains partis de gauche. De nombreux groupes révolutionnaires, associations, groupes affinitaires, mouvements s’organisent sans chef·fe, et s’efforcent de réduire au maximum les hiérarchies. Il nous semble que cet élan est fécond, qu’il faut y participer, l’entretenir, y insuffler l’expérience anarchiste tout en apprenant de lui. Nous devons notamment en retenir l’aspect préfiguratif : on ne prépare pas un Grand Soir après lequel nous serons libres, on vit aujourd’hui déjà notre idéal démocratique, des manières alternatives d’habiter ensemble, de produire, de militer, on crée dans la lutte et on se dresse radicalement contre tout système d’oppression et toute tentation autoritaire.

Une pluralité d’engagements

Coopératives, mouvements sociaux, organisations syndicales social-libérales, autogestionnaires ou révolutionnaires, occupations de forêts, squats, ZAD, marchés gratuits, manifestations, grèves, blocages, groupes queers, collectifs antiracistes, coordinations internationalistes, action directe, plateformes diverses… On a parfois l’impression de se perdre et de ne pas avoir une ligne directrice suffisamment claire. C’est sans conteste vrai. La gauche de rupture en Suisse et dans le monde manque d’une perspective concrète et peine à se coordonner, ce qui mène à la multiplication des petits collectifs et des actions ponctuelles. Mais ces actions permettent d’expérimenter des formes de lutte et d’organisation sociale précieuses. De plus, le flou entretenu par l’organisation en réseau de nombreuses mouvances, s’il rend parfois difficile une organisation dans la durée, permet de contracter des alliances larges et notamment d’impliquer ponctuellement les organisations réformistes et sociales-libérales et leurs moyens, de modifier la ligne des partis et syndicats sans se soumettre aux bureaucraties de la gauche d’accompagnement, et de former des réseaux interpersonnels relativement solides face à la répression et à la récupération politicienne.

Il ne faudrait donc surtout pas « doter la classe ouvrière d’une direction révolutionnaire » et centraliser tous les efforts au sein d’un parti unique. Personne ne détient de marche à suivre exacte, complète et totalement juste pour faire la révolution. Des influences multiples peuvent irriguer nos luttes : des influences marxiennes, bien que les contradictions de Marx et ses penchants étatiques empêchent d’en faire la base de notre action ; les traditions anarchistes bien évidemment, à remettre au goût du jour et à faire évoluer au jour des évolutions du capitalisme et de l’État et de l’expérience des mouvements sociaux ; mais aussi les pratiques et analyses développées par les mouvements féministes radicaux, queers, écologistes, antiracistes, syndicaux, sans qu’ils soient nécessairement libertaires.

Créons et renforçons des organisations révolutionnaires et spécifiquement anarchistes. Mais ne négligeons pas les coopératives, syndicats, associations, ZAD, occupations, manifestations, mouvements larges. Impliquons-nous honnêtement, portons-y les idéaux

libertaires sans faire de nos engagements des prétextes au recrutement, et sans céder à l'appel du pouvoir étatique, que ce soit dans une logique réformiste ou révolutionnaire.

Quelle théorie pour les anarchistes ?

Essayons de ne pas donner trop d'importance aux grands noms – même si ce texte tombe lui-même dans cet écueil, en citant quelques textes « centraux » et quelques articles scientifiques. Évidemment, il est plus qu'utile de lire des « classiques ». Mais contrairement à certains courants marxistes qui tendent à avoir une liste de quelques livres à lire en priorité pour avoir une base théorique, les anarchistes répugnent souvent à décider d'une liste restreinte qui serait la base d'une doctrine claire. Quelques noms reviennent souvent : Michel Bakounine, Pierre Kropotkine, Errico Malatesta, Louise Michel, Emma Goldmann. Quelques textes aussi, comme *Idées sur l'organisation sociale* publié par James Guillaume en 1876 à La Chaux-de-Fonds, les textes de Luigi Fabbri contemporains à ceux de Lénine ou des textes programmatiques comme la Plateforme et la Synthèse écrits dans le sillage de la Révolution d'Octobre. Mais aussi des textes de David Graeber – tant scientifiques que politiques, de Deleuze et Guattari, de Vaneigem, de Debord, de bell hooks, de Marianne Enckell – notamment ses textes d'historienne… Mais aussi d'obscurs textes écrits à la fin du XIX^{e} siècle dans des contextes très différents, des podcasts, des discussions de vive voix, et une multitude de zines, brochures, pamphlets, tracts que l'on trouve dans énormément de lieux et actions à *vibe* libertaire. N'attendez pas un canon de textes que tout·e anarchiste devrait lire. Baladez-vous dans les bibliothèques et les librairies de gauche, prêtez attention aux bouquins qui traînent dans les locaux syndicaux, de partis, de coopératives, regardez ce qui se trouve dans les boîtes à livres, écumez les infokiosques qui habillent tant les murs d'Espace Noir à Saint-Imier que l'occupation du Bois de Ballens, le festival des Dissidentes ou encore de nombreuses manifestations organisées par des mouvements horizontaux.

Les livres obscurs, les feuillets anonymes, les brochures en noir et blanc n'ont souvent rien à envier aux classiques et aux « grand·es auteurices ».

Des descriptions systématiques du fonctionnement de structures horizontales sont rares[9]. Si on trouve des textes épars dans quelques livres, quelques articles scientifiques, sur les sites web et réseaux sociaux de mouvements politiques ou dans des brochures DIY, la théorie « horizontaliste » semble surtout ancrée dans la pratique.

Cela ne signifie pas qu'elle serait inexistante. Au contraire, elle est incarnée dans une *praxis* qui, depuis le Global Justice Movement (dont la dite Bataille de Seattle n'a été qu'un événement parmi de très nombreux autres), infuse dans de nombreux mouvements sociaux de par le monde, dans un contexte où les dogmes marxistes-léninistes sont remis en cause par des courants comme les zapatistes au Mexique ou le Mouvement de libération kurde, qui

9 En Suisse, on trouve un mémoire de Robin Augsburger, *Empêcher la domination. La construction de l'horizontalité à la Grève du Climat*, Université de Neuchâtel (2023).

ont tous deux abandonné l'idée d'un État ouvrier centralisé pour assurer une dictature du prolétariat. David Graeber (dans *Fragments d'une anthropologie anarchiste*), reprenant Barbara Epstein, considérait en 2002 que l'anarchisme avait largement pris la place du marxisme dans les mouvements sociaux, même les personnes non-anarchistes se positionnant par rapport à lui et en reprenant des idées. Mais est-ce que ce vent aux parfums libertaires qui souffle de plus en plus fort est une simple avancée du mouvement anarchiste ?

Nous faisons l'hypothèse que nous sommes en train de vivre une reconfiguration profonde du paysage de la gauche au niveau mondial, caractérisée par un renouveau de l'anti-capitalisme et de l'anti-étatisme et par une volonté d'horizontalité centrale soutenue par des analyses intersectionnelles et une logique de convergence des luttes (anti-capitalistes, queerféministes, internationalistes, écologistes, anti-racistes, anti-validistes et, peut-être dans une moindre mesure, syndicales). Cet attrait de l'horizontalité ne repose pas que sur les classiques de l'anarchisme[10], mais aussi sur les traditions féministes radicales, écologistes, antiracistes et décoloniales.

Nous ne pouvons qu'encourager son développement par la pratique, dans les ZAD, les squats, les occupations, les mouvements sociaux, les associations, les coopératives, et à en faire part dans des publications qui répondent aux besoins de la lutte, dans des brochures à l'impression plus ou moins hasardeuse, des podcasts totalement amateurs, des articles sur renversé, des discussions entre copaines et camarades. Et pourquoi pas dans de jolis livres imprimés bien proprement, à l'occasion.

Vivons l'anarchie.

10 La structure en réseau adoptée par ces mouvements étant passablement différente du fédéralisme libertaire : voir par exemple Inès Pereira, « La fédération libertaire contre le réseau », *Réseaux* 181 (2013).

Responsable de la publication

R. A.

Fédération Libertaire des Montagnes
(FLM)

Rue Jacob-Brandt 80, 2300 La Chaux-de-Fonds

flm@espacenoir.ch
Twitter : flm_montagnes
Instagram : flm.montagnes
FB : Fédération Libertaire des Montagnes

Le Chat déchaîné

à lire sur
wiki-libertaire.ch

IBAN
CH38 0900 0000 1241 9903 8

Les éditions du Chat déchaîné

2024

Ni obéir

Ni commander